



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
11 mars 2009  
Français  
Original: espagnol

---

### Commission des stupéfiants

#### Cinquante-deuxième session

Vienne, 11-20 mars 2009

Point 3 a) de l'ordre du jour

**Débat thématique sur les outils destinés à améliorer  
l'efficacité du contrôle international des drogues  
et la coopération internationale dans la lutte contre  
les drogues illicites, en particulier: la collecte de données  
pour un contrôle efficace des drogues, portant notamment  
sur l'usage abusif du cyberspace**

**Projet de résolution présenté par l'Argentine et le Venezuela (République  
bolivarienne du)**

**Amélioration du système de collecte et d'analyse de données pour  
donner suite à la Déclaration politique et au Plan d'action relatifs  
à la coopération internationale dans la perspective d'une stratégie  
intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la  
drogue**

*La Commission des stupéfiants,*

*Constatant* l'urgente nécessité d'améliorer tant la qualité que la quantité des données relatives aux cultures illicites, à la production, à la fabrication, à la distribution, à la consommation et au trafic illicites de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs, en vue de se diriger vers des politiques globales de réduction de l'offre et de la demande de ces substances, encourageant ainsi les meilleures pratiques et assurant l'obtention de résultats, grâce à des outils de collecte de données adaptés,

*Rappelant* que, dans la Déclaration politique relative à la coopération internationale dans la perspective d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue adoptée lors du débat de haut niveau de sa cinquante-deuxième session ordinaire, les États Membres ont réaffirmé le rôle capital de la Commission des stupéfiants et de ses organes subsidiaires, y compris les organes des Nations Unies chargés du contrôle des drogues, et décidé de



promouvoir et de faciliter le suivi efficace de la Déclaration politique et de son Plan d'action au moyen de rapports biennaux présentés à la Commission,

*Soulignant* l'importance de renforcer et d'employer les meilleures pratiques qui existent dans le cadre des politiques tendant à réduire l'offre et la demande,

*Rappelant* sa résolution 42/11, dans laquelle elle priait le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'élaborer un rapport biennal unique contenant, entre autres, des informations sur les tendances dans le monde, organisé par régions, et dans laquelle elle affirmait que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, aujourd'hui appelé Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, devait utiliser l'expertise et l'expérience acquises à l'occasion de la mise en œuvre de ses programmes mondiaux d'assistance technique de même que les renseignements recueillis dans le cadre de différents questionnaires pertinents,

*Soulignant* que certains États Membres n'ont pas les systèmes et outils de collecte des données nécessaires pour obtenir des données pertinentes, fiables et comparables au niveau international, et faisant ressortir l'importance d'améliorer l'outil de collecte des données pour les rapports biennaux du Directeur exécutif, afin que cet outil soit plus simple et plus efficace, encourageant et incitant ainsi un plus grand nombre d'États Membres à communiquer leurs réponses dans les délais, et assurant une évaluation plus représentative, à l'échelle mondiale, de tous les aspects du problème des drogues,

*Préoccupée* par l'évolution rapide et la propagation du problème mondial des drogues, qui rendent difficile pour les États Membres de recueillir des données et d'évaluer la portée et l'efficacité des mesures prises pour faire face au problème,

*Profondément préoccupée* par les difficultés auxquelles est confronté l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en sa qualité de secrétariat de la Commission des stupéfiants, lorsqu'il effectue des analyses statistiques détaillées en vue de l'établissement de rapports sur la question,

1. *Prie instamment* les États Membres de procéder à une évaluation scientifique objective, équilibrée et transparente des progrès accomplis grâce à leurs politiques de lutte contre le problème mondial de la drogue;

2. *Invite* les États Membres à intensifier leurs efforts visant à améliorer leurs systèmes de collecte des données et d'évaluation de la nature et de l'étendue des cultures illicites ainsi que de la production, de la fabrication, de la distribution, de la consommation et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, et de la dépendance à ces substances, en utilisant des outils et des méthodologies reposant sur des données scientifiques;

3. *Recommande* aux États Membres de prendre en compte les informations et les connaissances acquises par les organismes nationaux et régionaux spécialisés dans les questions relatives aux drogues dans leur propre région géographique, celles-ci pouvant contribuer de manière significative à l'étude du problème et à l'amélioration des systèmes de collecte et d'analyse des données;

4. *Prie* l'UNODC d'apporter une assistance technique aux États Membres qui en font la demande, notamment en ce qui concerne la formation à l'utilisation de méthodes efficaces de collecte de données et l'harmonisation des indicateurs servant

à la production de statistiques, afin de rassembler et d'analyser des données comparables sur la production, le trafic et l'usage illicite de drogues, facilitant ainsi le suivi de la Déclaration politique et du Plan d'action relatifs à la coopération internationale dans la perspective d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue, qui ont été adoptés lors du débat de haut niveau à sa cinquante-deuxième session;

5. *Charge* l'UNODC d'organiser et de tenir des consultations avec les États Membres afin de faire émerger des propositions propres à améliorer les outils de collecte de données pour les rapports biennaux et, à cette fin, décide de mettre en place, dans la limite des ressources disponibles, un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée, appelé à se réunir entre les sessions ordinaires de la Commission des stupéfiants et chargé d'élaborer des principes directeurs afin de faciliter la présentation de données indiquant les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs énoncés dans la Déclaration politique et le Plan d'action;

6. *Prie* le Secrétaire général de renforcer la capacité de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'effectuer des analyses statistiques exhaustives des données communiquées par les États Membres;

7. *Engage* les États Membres à redoubler d'efforts pour atteindre les buts et objectifs fixés dans la Déclaration politique et le Plan d'action.

---